

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir\_corruption@hotmail.com

# L'OCDE CRÉE UNE BRIGADE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

## Un corps d'inspecteurs des impôts épaulera les pays contrôlant les multinationales

*Après «Médecins sans frontières», «Inspecteurs des impôts sans frontières», l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a annoncé, jeudi 10 mai, au Cap, en Afrique du Sud, le lancement d'un projet ambitieux et tout à fait inédit, visant à lutter contre l'évasion et la fraude fiscales des multinationales installées dans les pays en voie de développement.*

Un accord politique a été trouvé entre l'ensemble des membres du groupe de travail de l'OCDE sur l'impôt et le développement présents au Cap et désireux de mettre fin à des pratiques désastreuses pour les finances publiques de ces pays fragiles. Le projet de l'OCDE repose sur la création d'une fondation indépendante baptisée «Inspecteurs des impôts sans frontières» (Tax Inspectors Without Borders). Celle-ci viendrait en aide aux pays effectuant des contrôles fiscaux sur les grandes sociétés et qui seraient demandeurs d'une assistance technique. L'Algérie, pour peu que le gouvernement en ait la volonté politique, pourrait faire partie des pays intéressés par ce projet. Cette fondation, qui pourrait être créée dès 2013, mobiliserait, pour chacune de ces vérifications, un petit groupe des meilleurs experts fiscaux des administrations fiscales des pays de l'OCDE, dans les domaines concernés. Ceux-ci auraient notamment pour mission de vérifier, avec les administrations fiscales des pays concernés, si



l'usage de la technique des prix de transfert s'effectue dans la légalité. Les prix de transfert correspondent aux prix auxquels s'effectuent les échanges de biens entre une maison mère et ses filiales à l'étranger. Or, ils sont parfois faussés, la technique étant alors abusivement

employée par les multinationales pour localiser leurs profits dans les pays à faible fiscalité.

### Logique d'entraide

«Les abus sont manifestes et il convient d'aider en priorité les pays en voie de développement

à récupérer de la matière taxable, explique l'OCDE. Cet objectif pourrait d'ailleurs être très stimulant pour les inspecteurs des impôts.

Il est important d'aider les pays en voie de développement à augmenter leurs recettes fiscales.»

Certains pays africains, ayant eu vent du projet, auraient déjà manifesté leur intérêt pour une telle initiative. «Inspecteurs sans frontières» pourrait être financée par les agences de coopération et capter une partie des redressements fiscaux notifiés aux entreprises, le cas échéant.

L'initiative s'inscrit dans la logique d'entraide qui, selon l'OCDE, doit sous-tendre les politiques de lutte contre la fraude fiscale internationale.

De récentes initiatives de soutien isolées ont été remarquées, comme l'aide apportée à la Zambie par la Norvège pour auditer une multinationale minière.

Le G20 a, par ailleurs, érigé la traque contre la fraude fiscale des grandes entreprises au rang de priorité, mais sans qu'il y ait un réel suivi, encore moins de résultats tangibles. Initiative à suivre.

A bientôt «Inspecteurs sans frontières» en Algérie ? Y aurait beaucoup d'argent à récupérer auprès des entreprises étrangères qui trichent?

Djilali Hadjadj

### LE COIN DES DÉFINITIONS

#### *Du trafic d'influence au saucissonnage*

**Trafic d'influence passif.** Le fait par une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public, de solliciter ou d'agréer, sans droit, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons ou des avantages quelconques pour abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.

**Saucissonnage.** Manœuvre consistant à répartir artificiellement un ensemble de prestations sur plusieurs exercices annuels afin de se maintenir sous le seuil fatidique nécessitant une procédure plus ou moins contraignante.

En ne dépassant pas le seuil réglementaire, on reste dans le cadre du marché négocié sans obligation d'appel d'offres.

**Trafic d'influence actif.** Le fait de proposer, sans droit, directement ou indirectement, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques pour obtenir d'une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public qu'elle use de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.

## QUAND LES AUTORITÉS FONT RÉGNER LA TERREUR

### L'Afrique du Sud rongée par la corruption de la police

**La société sud-africaine gangrénée par la corruption tente de lutter contre ce phénomène. La situation semble cependant sans issue lorsque la police, au lieu d'apporter une solution, appartient majoritairement au problème.**

Quand les autorités font régner la terreur, l'Afrique du Sud perd pied. Plus de 630 policiers ont été arrêtés dans la province sud-africaine de Gauteng en 2011, principalement pour fraudes et corruption mais aussi pour viols et meurtres, comme le révèlent les dernières statistiques. Un problème qui ne fait que s'accroître. La colère du pays augmente chaque jour un peu plus face à une police aussi corrompue qu'incompétente, aussi bien à l'échelle des agents de la circulation, qui demandent des pots-de-vin aux automobilistes, ou à celle des responsables les plus hauts placés qui honorent des rendez-vous plus que douteux.

Le chef de la police nationale a été suspendu en 2011 car soupçonné de transactions immobilières «illégales». Son prédécesseur

purge une peine de 15 ans de prison pour corruption.

### De lourdes accusations contre les chefs

Le chef des services de renseignement est aujourd'hui confronté à ce que l'Institut d'études de sécurité basé à Pretoria appelle «une liste effarante d'accusations». Lui et ses collègues seraient impliqués dans des affaires de meurtre, viol, trafic d'influence, détournement de fonds et auraient accordé de nombreux passe-droits et faveurs aux membres de leurs familles, leur offrant des postes de responsabilité. En guise de sanction : une simple mutation qui n'est d'ailleurs pas attribuée à ses actions, mais à un complot qui aurait été monté contre lui par d'autres membres de la police.

«Ce problème commence à nuire à l'Afrique du Sud au niveau international», s'inquiète le directeur général de Corruption Watch, une association à but non lucratif, lancée cette année par le syndicat majoritaire, Cosatu. «Les gens s'indignent de plus en plus de cette

situation et ont le sentiment que la corruption ne fait qu'empirer. C'est un problème qui est présent partout, au-delà des races, des classes et des revenus.»

Un automobiliste johannesbourgeois sur quatre a été victime de la corruption policière en 2010, selon les statistiques du gouvernement. Et 50% des forces de police de la capitale auraient été impliqués, selon un rapport publié par Corruption Watch. Ces incidents ne donnent jamais suite, et les efforts pour combattre le problème ne sont pas non plus suivis.

Un vrai risque pour le pays. «Les entreprises nationales et les investissements étrangers souffriront tous deux si l'Afrique du Sud ne parvient pas à avoir une vraie agence indépendante, chargée de lutter contre la corruption», affirme un spécialiste du crime et de la justice à l'Institut d'études de sécurité. Pour ne pas arranger les choses, la police est également accusée de recourir à la violence, notamment lors d'interpellations ou interrogatoires où les appréhendés sont torturés.

D. H.